

Le « cas » Cardoso au Mozambique

La violence et la corruption en procès

« **O** caso Cardoso »¹. C'est ainsi que la presse mozambicaine a rapidement pris l'habitude de qualifier le scandale provoqué par le meurtre du journaliste Carlos Cardoso le 22 novembre 2000. Assassiné en pleine rue de Maputo, alors que son chauffeur le reconduisait chez lui après une journée de travail, Cardoso était considéré comme un des meilleurs journalistes du pays. Mozambicain d'origine portugaise, Cardoso dirigeait depuis 1997 le *Metical*, journal édité par fax et reconnu pour son sérieux et son indépendance. Presque deux ans jour pour jour après le meurtre, le procès de six hommes accusés de son assassinat s'ouvrait à Maputo sous haute surveillance militaire. Pendant trois mois, ce procès a tenu en haleine l'ensemble de la population de la capitale et au-delà, tel un feuilleton qui déroulait en direct, sous ses yeux ébahis, le film réel de l'infiltration de la corruption dans tous les rouages de la société, jusqu'aux proches du président Joaquim Chissano. Dans un jeu subtil entre le pouvoir, les bailleurs de fonds et la société civile, l'affaire Cardoso devenait « un cas » unique dans l'histoire du pays et du continent africain.

Les chocs du « cas » Cardoso

La mort brutale de Carlos Cardoso, figure intellectuelle de Maputo, membre du Conseil municipal², peintre, et surtout journaliste d'investigation respecté, a véritablement choqué la société mozambicaine. Au lendemain de son assassinat, sur le lieu même du meurtre, des centaines de personnes anonymes sont venues déposer gerbes, bougies et messages de condoléances. En quelques jours, la presse s'est mobilisée et a organisé des manifestations de protestation contre ce meurtre barbare. Sur les murs de la ville ont fleuri

1. « L'affaire Cardoso » en portugais.

2. Carlos Cardoso a été élu membre de l'Assemblée municipale (organe législatif municipal) lors des élections municipales de 1998, sur la liste de citoyens indépendants « *Juntos Pela Cidade !* » (Ensemble pour la ville !).

des portraits du journaliste, encadrés du slogan « Nous voulons la vérité ! »³. Même si la violence politique a été le lot quotidien du pays pendant les quinze années de la guerre civile⁴, même si l'instabilité a refait surface depuis les élections municipales de 1998 boycottées par la Renamo⁵, les dix ans de paix ont aussi fait quelque peu oublier aux Mozambicains l'incursion de la mort violente dans la vie publique. Malgré les troubles récurrents au moment des élections, les combats entre les deux partis principaux se font désormais par la voie des mots, dans l'enceinte du parlement ou via les uns des journaux. Le multipartisme est garanti par la Constitution de 1990 et la liberté de la presse est une réalité. En une décennie, les journaux se sont multipliés, s'assurant une audience importante et affirmant leur viabilité économique. Ancien directeur de l'Agence d'information du Mozambique (AIM)⁶, Carlos Cardoso avait fondé en 1992 le *Mediafax*, premier journal du pays édité par fax. En 1997, il lançait le *Metical*, qui est devenu rapidement le fer de lance de la presse indépendante mozambicaine, une sorte d'autorité morale unanimement reconnue. Cet engagement dans la presse indépendante, à la faveur de la libéralisation des médias à la fin de la guerre, reflète le parcours personnel et professionnel de Cardoso. « Outsider » de la lutte en faveur du peuple, refusant toutes les orthodoxies, Cardoso se sentait à l'étroit dans toutes les structures qui finissaient par brider sa liberté de pensée et de parole⁷. Proche de Samora Machel, avec lequel il partageait une grande complicité intellectuelle⁸, il n'a cependant jamais été membre du Frelimo. À partir de la fin des années 1980, Cardoso a de plus en plus critiqué le parti, relevant les cas de corruption et d'abus de pouvoir, et se réclamant ouvertement de l'autre Frelimo, celui qui avait disparu avec la mort de Machel. En 1998, s'est formé un groupe de citoyens indépendants *Juntos Pela Cidade !* bien décidés à s'impliquer dans la vie municipale de la capitale, et à faire contrepoids au Frelimo qui détenait jusque là l'autorité exclusive sur les conseils municipaux⁹. Carlos Cardoso a été un membre actif de ce mouvement qu'il a contribué à créer. À l'issue des élections, il est devenu député de l'Assemblée municipale de Maputo et n'a alors cessé de se battre pour l'application de règles de gestion transparentes au sein du Conseil municipal¹⁰. Son travail de journaliste et d' élu local se rejoignaient dans son combat contre la corruption et l'accumulation de biens par les responsables politiques au détriment des institutions locales et des citoyens¹¹.

3. R. DESAI, *Carlos Cardoso, coração independente*, documentaire 33 min., production João Ribeiro - Cool, Maputo, 2001.

4. Les accords de paix entre le Frelimo (Front de libération du Mozambique), au pouvoir depuis 1975, et la Renamo (Résistance Nationale du Mozambique), groupe rebelle soutenu par la Rhodésie de Ian Smith puis par le régime d'apartheid de l'Afrique du Sud, ont été signés à Rome le 4 octobre 1992.

5. M. CAHEN, « Mozambique, l'instabilité comme gouvernance ? », *Politique africaine* (Paris), 80, décembre 2000 : 111-135.

6. Agence d'information nationale créée eu lendemain de l'indépendance pour diffuser l'image du Mozambique dans le monde.

7. P. FAUVET & M. MOSSE, *Carlos Cardoso e a revolução moçambicana*, Maputo, Njira, 2003 : 279-300.

8. P. FAUVET & M. MOSSE, *ibid.* : 215-225.

9. Les premières élections municipales libres ont été organisées en 1998. Elles ont alors été boycottées par la Renamo.

10. P. FAUVET & M. MOSSE, *Carlos Cardoso...*, *op.cit.* : 369-384.

11. *Ibid.* : 390-409.

En quinze ans, la société mozambicaine, en particulier urbaine, s'est transformée rapidement. Après les premiers accords avec le Fonds monétaire international (FMI) en 1986, le pays est passé progressivement d'une économie d'État centralisée à un système capitaliste. Le rôle du secteur privé a été élargi et l'investissement privé a été encouragé. L'absence de règles, en particulier dans le système bancaire, a rapidement ouvert un terrain propice au développement de la corruption¹².

Dès 1992, les bailleurs de fonds internationaux ont encadré le processus de paix et la reconstruction du pays en déversant plus de 500 millions de dollars d'aide par an¹³. L'investissement direct étranger, en particulier régional¹⁴, a connu en hausse constante. Ces deux facteurs, qui ne faiblissent pas, ont assuré en 2001 un taux de croissance record de 14 %. Mais dans cette démocratie encore jeune et fragile, où 70 % de la population vit en-dessous du seuil de pauvreté, les liens entre l'élite politique et les milieux économiques ne sont pas sans conséquences, d'autant plus que les mécanismes de contrôle social introduits à l'époque socialiste, notamment la nécessité pour les membres du gouvernement de rendre des comptes à la population, ont disparu et ont été remplacés par des structures étatiques faibles et peu efficaces¹⁵. Le passage radical d'une économie centralisée à une économie de marché s'est accompagné d'un pragmatisme qui se défait des exigences de transparence et d'éthique. « Le Mozambique a adopté un système "d'arrangements" et non un système légal », déclarait d'ailleurs C. Cardoso¹⁶. Bien évidemment, l'élite politique aux commandes, en particulier les membres du Frelimo, est la mieux placée pour bénéficier des réformes libérales de l'économie qui se sont accélérées dès la fin de la guerre. Transactions immobilières, rachats d'entreprises dénationalisées, ouvertures de nouveaux marchés et attributions de licences commerciales : autant de domaines économiques qui permettent aux hommes politiques de s'enrichir et d'assurer leur reconversion en cas de défaite électorale¹⁷. Cette arrivée massive d'argent à travers l'ouverture commerciale du pays et le soutien des bailleurs de fonds au budget national a favorisé le développement de la corruption, qui est devenue la mauvaise note sur le carnet d'un pays que les institutions internationales considèrent comme un des ses meilleurs élèves en Afrique.

Mais cette corruption cache un processus plus dangereux, qui consiste dans la pénétration de l'appareil d'État par des réseaux criminels. La fin de la guerre, le passage au libéralisme, et la fragilité institutionnelle du pays, ont favorisé le développement de trafics en tous genres qui ont eux-mêmes profité de l'ouverture d'un pays si grand et si peu surveillé. La police ne

12. J. HANLON, « Bank Corruption become Site of Struggle in Mozambique », *Review of African political economy* (Londres), 91, 2002 : 54-55.

13. Le Mozambique est le pays qui compte le plus de représentations de bailleurs de fonds internationaux au monde. Près de 60 % du budget national est assuré par les dons de l'aide publique au développement étrangers.

14. En 2001, les premiers investisseurs ont été les Sud-Africains avec 490 millions de dollars d'investissement, suivis par les Mauriciens, *Centro de promoção dos investimentos* (CPI), Maputo, 2001.

15. P. GASTROW & M. MOSSE, *Mozambique : Threats Posed by the Penetration of Criminal Networks*, Actes du colloque « Organized Crime, Corruption and Governance in the SADC Region », organisé par Institute of Security Studies (ISS), Prétoria, 18-19 avril 2002 : 4.

16. *Ibid.* : 4.

17. Lors de l'élection d'Armando Guebuza au poste de Secrétaire général du Frelimo lors du VIII^e congrès du parti en juin 2002, la presse n'a pas manqué de souligner qu'il était un des plus grands entrepreneurs privés du pays.

dispose guère des moyens humains et matériels de contrôler le territoire et les frontières terrestres, maritimes ou aériennes. En quelques années, le Mozambique est devenu une étape sur les routes internationales de trafics de drogues, en particulier pour le stockage et le re-routage. Haschich, héroïne, cocaïne, et même mandrax, transitent de diverses façons sur le territoire¹⁸. Lié au trafic de drogues, le blanchiment d'argent s'est développé de façon exponentielle au Mozambique, au point que le pays est ironiquement surnommé « la machine à laver » dans les milieux du renseignement international¹⁹. Le tourisme et le secteur bancaire constituent les deux secteurs les plus touchés par le blanchiment d'argent, alors qu'ils représentent 18 % des investissements des dix dernières années au Mozambique²⁰. À côté du trafic de drogues et du blanchiment d'argent, les réseaux de trafic d'armes et de vols de voitures, malgré une meilleure collaboration entre le Mozambique et l'Afrique du Sud²¹, profitent également de la faible surveillance du territoire.

C'est bien la ténuité des frontières entre le monde politique, l'affairisme économique et les réseaux liés au crime organisé, que le *Metical* et d'autres journaux de la place ont de plus en plus dénoncé depuis 1998. Lorsqu'il a été assassiné, Carlos Cardoso enquêtait depuis deux ans sur les ramifications d'un détournement de fonds de plus de 14 millions de dollars organisé en 1996, quelques temps avant la privatisation du Banco commercial de Moçambique (BCM), la plus grande banque du pays. À l'époque, plusieurs comptes bancaires avaient été ouverts au BCM par les frères Satar, hommes d'affaires mozambicains d'origine pakistanaise, propriétaires de bureaux de change à Maputo et prêteurs sur gages. Avec la complicité de Vicente Ramaya, directeur d'une succursale de la banque dans un quartier huppé de la capitale, les frères Satar ont été autorisés à retirer de l'argent de leurs comptes tandis que les chèques frauduleux qu'ils présentaient à la banque n'étaient jamais encaissés. En quelques mois, 14 millions de dollars ont été ainsi détournés²².

Entre 1998 et 2000, le *Metical* a publié de nombreux articles sur l'implication des frères Satar et sur la lenteur de l'enquête autour de cette affaire. Le journal de Cardoso a relevé à plusieurs reprises les réseaux de corruption qui gangrenaient le système judiciaire, en particulier le bureau du procureur général de la République António Namburete. En juillet 2000, accusés de complicité avec les auteurs du détournement, António Namburete et les membres de son équipe, proches du Frelimo, ont été démis de leur fonction après une série d'articles de Cardoso. Parmi eux, Diamantino dos Santos, est parvenu à quitter le Mozambique. Tenace et impavide, Carlos Cardoso s'est battu jusqu'au bout pour que, malgré cette première victoire, l'affaire ne soit pas enterrée et que le procès de la « fraude BCM » ait bien lieu. Cela lui a coûté la vie.

Cardoso n'est pas la seule victime de cet affairisme grandissant. Albano Silva, avocat du BCM, a fait l'objet d'une tentative d'assassinat en 1999, alors

18. Alfredo Laisse Dimande, directeur du *Conselho nacional de combate a droga* (Conseil national de la lutte contre la drogue), entretien avec l'auteur, février 2003.

19. Entretien avec l'auteur, février 2002. La personne interrogée, membre des services de renseignements français, a demandé à conserver l'anonymat.

20. P. GASTROW & M. MÖSSE, « Mozambique... », *op.cit.* : 4

21. Opération « Rachel », lancée en 1998 par le Mozambique et l'Afrique du Sud pour lutter contre le trafic d'armes.

22. J.HANLON, « Bank corruption... », *op.cit.* : 62.

qu'il refusait de se laisser corrompre et de falsifier les comptes de la banque. Autre victime et autre choc pour la société mozambicaine : le meurtre d'António Siba-Siba Macuacua, jeune économiste de 32 ans, placé à la direction du Banco Austral afin de remettre de l'ordre dans les comptes de l'établissement bancaire. Le Banco Austral privatisé en septembre 1997 associait notamment des capitaux malaisiens et à ceux d'un groupe d'investisseurs proches du Frelimo dirigé par Octávio Muthemba, ancien ministre de l'Industrie, qui en devint président du conseil d'administration²³. Dans la soirée du 11 août 2001, Siba-Siba Macuacua a été défenestré dans son bureau. Peu de temps auparavant, il avait osé publier dans les journaux une liste de 1200 débiteurs de la banque, parmi lesquels figuraient de nombreux hommes politiques proches du Frelimo.

En moins de deux ans, ces assassinats ou tentatives d'assassinat ont ébranlé la société mozambicaine et lui ont fait ouvrir les yeux sur l'emprise des réseaux mafieux au sein de l'élite politique et économique²⁴. Pour la première fois, les signes extérieurs de la corruption grandissante ne se sont plus traduits seulement par la profusion de voitures 4x4 dans les rues de la capitale ou de maisons luxueuses sur le front de mer, mais par de réelles menaces sur les institutions du pays et sur les piliers de l'État de droit, sur la presse et la justice en particulier. À l'obstruction à la justice par la corruption se sont ajoutés des assassinats. Le désarroi des citoyens mozambicains n'en est que plus profond, les institutions ne semblant plus capables de les protéger²⁵.

L'ouverture du procès des six assassins présumés du journaliste, à Maputo, le 18 novembre 2002, a accentué cette tendance. Les audiences ont apporté quotidiennement leur lot de révélations, comme autant de répliques aux séismes provoqués par la mort de Cardoso et de Siba-Siba. Quelques semaines avant le procès, déjà, l'évasion de la prison de haute sécurité du principal suspect, Anibal dos Santos Junior connu sous le nom d'Anibalzinho, a consterné l'opinion publique. Cette dernière constatait, une fois de plus, la porosité du système judiciaire. Très vite, il a été clair pour l'opinion et pour la presse que cette évasion ne pouvait avoir été possible qu'avec la complicité de personnalités de haut niveau ayant intérêt à prévenir toute révélation au cours des audiences. Le ministre de l'Intérieur Almerino Manhenje a été appelé à la démission et les membres du gouvernement ont été directement mis en cause. Le procès s'est finalement ouvert avec quelques semaines de retard sur la date initialement prévue. Afin de prévenir d'autres évasions, il s'est déroulé dans l'enceinte même de la prison de haute sécurité où étaient détenus les suspects. Dans le box des accusés comparaissaient donc cinq des six prévenus : les frères Satar et Vicente Ramaya, tous les trois accusés d'avoir commandité le meurtre, Carlitos Rachid Cassamo et Manuel Fernandes accusés de l'avoir exécuté. Anibalzinho, absent, était jugé par contumace.

Les audiences étant publiques et retransmises par la télévision et la radio nationales, l'impact des révélations faites au cours du procès a été énorme. Dès la première semaine, elles se sont succédées, culminant avec les aveux

23. J. HANLON, « Bank corruption... » *op.cit.* : 66.

24. Selon J. HANLON, on estime à 400 millions de dollars la somme totale d'argent qui a disparu, sous diverses formes de fraude, des banques mozambicaines au cours des années 1990. J. HANLON, « Bank corruption... » *op.cit.* : 53.

25. P. GASTROW & M. MOSSE, « Mozambique... » *op.cit.* : 4.

des deux exécutants et la mise en cause répétée de Nyimpine Chissano, le fils aîné du Président, désigné comme le véritable commanditaire du meurtre. En quelques jours, le procès est devenu un événement médiatique sans précédent. Le 5 décembre, la vie au Mozambique s'est littéralement arrêtée lorsque le fils du chef de l'État a été entendu pendant plusieurs heures comme témoin²⁶, sommé de s'expliquer sur des chèques bancaires en possession des accusés et signés de sa main. Le procès a rapidement levé une part du voile sur les réseaux de trafics de monnaie et de blanchiment d'argent liés aux trafics de drogue avec l'Afrique du Sud, dans lesquels étaient impliqués les accusés. Cândida Cossa, amie de Nyimpine Chissano et cliente des frères Satar, a été entendue à plusieurs reprises comme témoin. Destabilisée à plusieurs reprises par les questions du juge, la jeune femme a laissé entendre que les frères Satar et Nyimpine Chissano entretenaient des relations commerciales. Comme une mise en abîme sans fin servant de miroir tendu au pays, la corruption a aussi fait son apparition à plusieurs reprises au sein même du procès, lorsqu'il a été révélé qu'en dehors des audiences, les accusés avaient bénéficié de complicité à l'intérieur de la prison de haute sécurité pour obtenir des téléphones portables et tenter de soudoyer les témoins.

Le Mozambique « d'en bas » découvrait ainsi l'emprise du crime organisé sur sa société, où les enjeux de la violence ne sont plus seulement la conservation du pouvoir politique, mais l'acquis plus ou moins licite de toutes les prérogatives économiques et sociales auxquelles il est désormais indissociablement lié. Or, peut-être plus que le meurtre du journaliste Cardoso, c'est bien le procès de ses assassins, comme première brèche dans le mur de l'impunité d'une partie de la classe politique et de ses accointances mafieuses, qui est devenu pour la société mozambicaine un véritable événement national. Le deuxième anniversaire de la mort de Cardoso, le 22 novembre 2002, qui a coïncidé avec le quatrième jour des audiences, a d'ailleurs suscité beaucoup plus d'hommages que les années précédentes²⁷, témoignant d'un engagement plus important des citoyens à l'égard de ce procès qui a très vite acquis une forte dimension symbolique.

Un « cas » devenu symbolique

L'ouverture même du procès des assassins de Carlos Cardoso, deux ans après les faits, a constitué la première bonne surprise de cette affaire. Selon le Comité de Protection des Journalistes²⁸, dans 94 % des cas de meurtres de journalistes pendant l'exercice de leur fonction, personne n'est jamais

26. Homme d'affaires à la réputation sulfureuse, Nyimpine Chissano est régulièrement mis en cause par la presse mozambicaine. Officiellement, l'apparition tardive de son nom au cours de l'enquête sur le meurtre de Cardoso, alors que la date du procès était déjà arrêtée, n'a pas permis que l'enquête sur son rôle dans cette affaire soit intégrée à l'instruction. Le 5 décembre 2002, Nyimpine Chissano n'a été entendu qu'à titre de témoin.

27. Exposition, inauguration d'une plaque de rue au nom de Carlos Cardoso, lancement d'un disque en hommage au journaliste, publication d'un CD-Rom compilant plus d'un millier d'articles écrits par Cardoso, lancement d'un prix journalistique Carlos Cardoso... Toutes ces actions ont été menées de façon totalement indépendante par les organisations de la société civile, sans aucune aide de l'État ou de la municipalité.

28. Le Comité pour la protection des journalistes (CPJ) est une organisation non gouvernementale de défense des journalistes basée à New York. Un représentant du CPJ a assisté, le 31 janvier 2003, au verdict du procès.

poursuivi et encore moins jugé. Le lancement du procès a donc été salué par la société civile et par la presse comme un premier succès, alors que l'évasion du principal suspect quelques semaines avant le début des audiences avait fait craindre un enterrement rapide de l'affaire. La mobilisation d'un groupe d'amis et de proches de la famille de Cardoso et les pressions exercées par les bailleurs de fonds ont sans nul doute pesé de tout leur poids. La nationalité norvégienne de Nina Berg, la veuve de Cardoso, n'a pas laissé indifférents les bailleurs de fonds scandinaves, historiquement très présents dans le pays et sensibles aux questions de respect des droits de l'homme²⁹. Lors d'une visite officielle du président Chissano en Norvège en avril 2002, les autorités de ce pays n'ont pas hésité à exiger de lui un plus grand engagement politique pour l'aboutissement de l'enquête sur l'assassinat de Cardoso, et à poser cette condition pour une augmentation de l'aide publique au Mozambique³⁰.

La deuxième surprise a résidé dans la personnalité même du juge Augusto Paulino. Âgé de 43 ans et novice dans la magistrature, il a réussi à mener avec fermeté l'ensemble des audiences. C'est par consensus que la presse mozambicaine l'a élu en décembre 2002 « personnalité de l'année », saluant son sens du devoir et son professionnalisme³¹. Son courage a suscité l'admiration, plusieurs menaces de mort lui ayant été adressées. Sans faillir, le jeune juge n'a pas hésité à refaire l'instruction de l'affaire au cours du procès, s'attachant obstinément à mettre au jour les réseaux affairistes des différents prévenus, sans crainte de faire apparaître les connections politiques. La fermeté et la précision de ses interrogatoires lui ont valu une estime unanime³².

La place prise par les médias dans ce procès est tout aussi remarquable. Après la mort brutale de Cardoso, un repli légitime s'était fait sentir dans le milieu de la presse mozambicaine. Le procès lui a très rapidement redonné sa force perdue, les médias nationaux se sentant par ailleurs épaulés par la presse internationale très présente au moment du verdict³³. Sans surprise, le *Vertical*, héritier du *Metical* de Cardoso, et le *Mediafax*, tous deux diffusés par fax, ont été en première ligne. De leur côté, les médias publics, seuls organes à couverture nationale, n'ont pas hésité à assumer pleinement leur rôle d'information et d'éducation des citoyens, malgré les mises en cause répétées du fils du chef de l'État. Alors que le juge avait exprimé à plusieurs reprises ses réticences pour une diffusion en temps réel, en raison notamment des mesures de protection des témoins, les journalistes n'ont pas lâché prise et ont finalement obtenu, au terme de la seconde journée de procès, l'autorisation de filmer et de diffuser l'intégralité des audiences en direct ; événement suffisamment rare dans l'histoire internationale de la justice,

29. À titre de comparaison, l'assassinat en décembre 1998 de Norbert Zongo, journaliste burkinabé est révélateur. Malgré la mobilisation de la société civile, personne n'a jamais été poursuivi pour ce meurtre, en dépit des mises en cause répétées du frère du président Blaise Compaoré. La France, principal bailleur de fonds du Burkina-Faso, n'a jamais joué de son influence pour un règlement judiciaire de cette affaire.

30. *Lettre de l'océan Indien* (Paris), 994, avril 2002 : 2.

31. *Zambèze* (Maputo), 25 décembre 2002 ; *Noticias* (Maputo), 31 décembre 2002.

32. « Il est juste de penser que Augusto Paulino n'est pas un cas unique au sein de l'appareil judiciaire. D'autres, de façon moins médiatique, ont engagé leur conscience contre le crime et les criminels. Paulino symbolise cet état d'esprit, qui nous fait penser que Cardoso n'est pas tombé en vain », Mía Couto, « Xequemate o cheque mata », *Savana* (Maputo), 6 décembre 2002.

33. Entre autres, *Le Monde*, 20 novembre 2002 et 1^{er} février 2003 ; *New York Times*, repris dans le *International Herald Tribune*, 8 janvier 2003 ; *Libération*, 3 février 2003.

pour être souligné. Au-delà de l'heure de vérité sur la valeur de leur système judiciaire, les Mozambicains attendaient aussi l'heure de vérité sur la liberté de leur presse nationale. Elle s'est montrée libre, et même combative, attachée aussi à défendre la mémoire de l'un des siens.

Enfin, la curieuse réapparition d'Anibalzinho, capturé en Afrique du Sud, à la veille du verdict, a révélé les scissions au sein même du ministère de l'Intérieur. En effet, une poignée « d'incorruptibles » aurait continué l'enquête à titre personnel et sans l'aval du ministre³⁴ ; signe d'une certaine résistance à la corruption au sein même des institutions. Le journal *Mediafax* a souligné la tardive confirmation du ministère de l'Intérieur, le jour de la capture d'Anibalzinho, alors même que la radio nationale, reprise par l'ensemble des médias, diffusait l'information en se fondant sur les sources de la police sud-africaine et de certains membres de la police mozambicaine.

L'impact de chacune des audiences sur la société civile a été important. Chaque jour, pendant toute la durée du procès, des centaines de citoyens mozambicains, après plusieurs heures d'attente à l'entrée du tribunal, se sont pressés pour écouter les déclarations des prévenus. Dans tous les lieux publics, dans les transports en commun, ont résonné en continu les voix du juge, des avocats ou des accusés. Sur les murs de la ville, ont fleuri en plusieurs endroits des graffitis dénonçant le « Nyimpicisme » et s'interrogeant sur le futur d'un Mozambique corrompu. Pendant trois mois, le Mozambique, et pas seulement la capitale, ont vécu au rythme du procès. Malgré les intimidations et les menaces, malgré l'absence du principal suspect, malgré la complexité de l'instruction, le procès est arrivé à son terme le 31 janvier 2003 avec la reconnaissance de la culpabilité des six accusés et leur condamnation à des peines allant de 24 à 28 ans de prison.

Incontestablement, ces lourdes condamnations représentent une victoire pour les citoyens mozambicains. Tous ceux qui ont pu avoir accès au procès se sont sentis, sans exception, concernés, le rôle des médias renforçant la dimension nationale de l'événement. Même si, à l'origine, la tenue de ce procès est davantage le fait de groupes de citoyens directement touchés par la mort du journaliste, proches ou collègues, et de personnalités individuelles, qu'à une vague de fonds de la « société civile » mozambicaine encore difficilement définissable. Parallèlement, les manœuvres politiques, comme autant de stratégies de la part du pouvoir du Frelimo pour assurer sa survie, ne sont pas étrangères à la tenue de ce procès.

Un « cas d'école » paradoxal

Quelques mois à peine après la fin de ce procès, le bilan est encore à faire. Il est indéniable que l'impact moral et pédagogique de cet événement sur la société mozambicaine a été considérable. Par ailleurs, l'image du pays, ternie par la vague d'assassinats et la montée de la violence au quotidien, a bénéficié du déroulement exemplaire de ce procès. Sur un continent en proie à de nombreuses explosions violentes, du Zimbabwe à la Côte d'Ivoire, le « cas » mozambicain est apparu comme une exception remarquable. Il est difficile de retrouver dans l'histoire récente de l'Afrique un événement semblable. Au schéma classique du chef et de son clan « intouchables », le Mozambique

34. *Mediafax*, 1^{er} février 2003.

a proposé celui d'un pouvoir qui a laissé la justice et la presse, malgré les difficultés, faire leur travail. Où trouver l'origine de cette exception mozambicaine ? Sans nul doute, dans la combinaison de plusieurs facteurs : la mobilisation d'une élite intellectuelle qui, pendant de nombreuses années, a fait du combat pour une société meilleure et de la lutte contre l'oppression sa raison d'être, des principes d'intégrité rapportés aux valeurs de la « période Samora Machel »³⁵, les relais solides assurés par une presse indépendante et très attachée à la découverte de la vérité, la pression de certains bailleurs de fonds, mais aussi l'engagement de quelques figures du parti au pouvoir, représentant un Frelimo « historique » et qui ont d'emblée marqué leur volonté de soutenir la cause de la justice. Graça Machel, la veuve de Samora Machel, membre du Comité central, a ostensiblement montré son soutien à la veuve de Cardoso lors des premiers jours d'audience. Marcelino dos Santos, figure tutélaire du Frelimo, a également assisté à l'ouverture du procès. Moins de dix jours après le début des audiences, Teodato Hunguana, député du parti au pouvoir, a profité de la tribune libre de l'Assemblée de la République, pour lancer un appel retentissant à une lutte sans quartier contre les criminels, leurs exécutants et leur instruments³⁶.

Pourtant, et c'est le revers de cette exception, l'équipe au pouvoir a bien compris qu'elle jouait son avenir dans cette affaire. Sa stratégie ne permet pas d'analyser l'issue de ce procès autrement que comme une victoire à la Pyrrhus. Les institutions se sont renforcées, mais restent malgré tout d'une extrême fragilité. Elles ont résisté aux chocs engendrés par le procès, mais ce succès conjoncturel ne doit pas faire oublier les problèmes structurels : manque de moyens pour la justice et la police, partage des compétences peu clair entre le ministère de l'Intérieur et celui de la Justice, corruption à tous les échelons. Le phénomène d'obstruction à la justice qui a favorisé la forte croissance des réseaux criminels et leur implantation dans le pays est loin d'avoir disparu. Pour beaucoup de Mozambicains, si le « cas Cardoso » a été jugé, c'est qu'il a été soumis à une forte pression interne et externe. Cependant, d'autres cas non élucidés nourrissent l'idée que l'obstruction à la justice est devenue, au Mozambique, une arme en faveur des criminels, tel qu'elle l'a été notamment pendant l'affaire BCM³⁷.

Par ailleurs, si ce procès a eu une dimension symbolique certaine, il n'a guère mis fin à l'impunité. La perception demeure largement partagée par les Mozambicains que si les affaires restent en suspens dans de nombreux dossiers, c'est en raison de l'implication d'une partie de l'élite dans les réseaux criminels³⁸. Les enquêtes, lancées à la suite du procès afin de faire la lumière sur les responsabilités de Nyimpine Chissano et sur les conditions

35. Les références à l'intégrité de Samora Machel ont été nombreuses autour de ce procès. Le juge Augusto Paulino l'a cité comme l'un de ses modèles, et a souvent été comparé au premier Président mozambicain. Les éditoriaux des journaux ont souvent fait référence aux valeurs enseignées par le premier Président mozambicain, jouant de l'effet de repoussoir pour dénoncer la situation actuelle. Enfin, plusieurs comparaisons implicites entre Cardoso et Samora Machel ont été relevées, en particulier lors d'hommages spontanés de citoyens mozambicains. « Ce sont toujours les meilleurs qui partent, et les plus stupides qui restent » pouvait-on lire sur un message affiché sur le lieu du crime.

36. « Ou nous sommes du côté de Carlos Cardoso et de Siba-Siba Macuacua, engagés sur des principes et des valeurs pour lesquels ils se sont battus, et nous vivons alors dans une société digne de l'héritage historique de la lutte de libération, ou bien nous sommes, par identité, sympathie, tolérance et complicité, du côté des bandits qui les ont assassinés ou les ont fait assassiner », *Domingo* (Maputo), 1^{er} décembre 2002.

37. P. GASTROW & M. MOSSE, « Mozambique... », *op.cit.* : 4.

38. *Ibid.*

de l'évasion d'Anibalzinho sont d'une extrême lenteur³⁹. De la même façon, aucune date n'a été annoncée pour le procès en appel de l'affaire Cardoso et le cas de la fraude du BCM n'a toujours pas été jugé. Pour beaucoup, les lourdes condamnations à l'encontre des exécutants et des commanditaires, ne fussent-ils que des intermédiaires, ont été une manière de satisfaire les attentes immédiates des citoyens mozambicains et de la communauté internationale ; peines exemplaires destinées à faire oublier les véritables auteurs du meurtre. Parallèlement, plus de deux ans après les faits, l'enquête sur l'assassinat de l'économiste Siba-Siba Macuacua n'a toujours rien donné. En février 2003, un collectif d'intellectuels, dont Graça Machel, a proposé le nom du jeune économiste à l'organisation non gouvernementale de lutte contre la corruption *Transparency International* pour son prix annuel de l'Intégrité⁴⁰. En mai 2003, l'ONG lui a remis un prix spécial à titre posthume.

Au bilan du procès, aucune démission n'a été enregistrée au sein du gouvernement. Malgré les accusations portées contre lui, selon lesquelles il aurait dissimulé des preuves et aidé des témoins à s'enfuir, Almerino Manhenje, le ministre de l'Intérieur, est toujours en place. Les appels à la démission lancés contre lui dans la presse, et même dans la presse pro-Frelimo⁴¹, n'ont eu aucun effet⁴². Les mises en cause répétées de Nyimpine Chissano ont évidemment suscité l'embarras au sein du parti au pouvoir, les rumeurs évoquant même la volonté de certains ténors du Frelimo, inquiets des répercussions politiques, de « lâcher » le fils du chef de l'État. Soucieux d'assurer la cohésion de son entourage proche, Chissano a cependant résisté à toutes les pressions. Il n'a pas utilisé l'arme de la démission pour satisfaire les attentes immédiates du peuple mozambicain⁴³. Il s'agit pour lui de conserver la maîtrise de son équipe jusqu'aux élections présidentielles de 2004, qui marqueront la fin de son mandat⁴⁴. En public, il a manifesté à plusieurs reprises sa volonté de ne pas intervenir dans le cours de la justice. Lors de son discours annuel devant l'Assemblée de la République en avril 2003, il a pu rappeler que ce procès avait clairement montré l'indépendance de l'institution judiciaire et a appelé à un jugement rapide des affaires en attente. En jeu, vraisemblablement, sa future carrière internationale. En fin diplomate, il joue aujourd'hui habilement de l'impact, tant national que hors des frontières, du procès, malgré l'implication de son fils. À l'exemplarité du Mozambique en matière de processus de paix réussi, le chef de l'État mozambicain ajoute désormais celle du procès des assassins de Cardoso.

À l'exception de quelques personnalités indépendantes, les membres du Frelimo, et du gouvernement en particulier, se sont peu exprimés sur ce procès. Il est évident que les tensions déjà présentes entre les proches du

39. Sept officiers de police accusés d'être impliqués dans la fuite organisée d'Anibalzinho, ont été jugés puis acquittés le 30 septembre 2003. Le juge Carlos Caetano a déclaré que « les sept accusés n'étaient que des boucs-émissaires destinés à protéger une classe d'intouchables » et que les procureurs auraient dû conduire une enquête beaucoup plus poussée. *AIM*, 29 septembre 2003.

40. Le 11 février 2003, la famille de Siba-Siba Macuacua a fait paraître dans le journal *Notícias* (Maputo) un encadré rappelant les circonstances de la mort de l'économiste et déplorant que l'enquête, après un an et demi, n'ait donné aucun résultat.

41. *Domingo* (Maputo), 6 septembre 2002.

42. Seul signe de sa disgrâce auprès de certains membres du Frelimo, Almerino Manhenje n'a été réélu qu'au titre de suppléant au Comité central lors du VIII^e Congrès du Frelimo en juin 2002.

43. Les démissions sont rares au sein du Frelimo.

44. Joaquim Chissano a annoncé qu'il ne briguerait pas un troisième mandat en 2004, en dépit de la clause de la Constitution qui l'y autorise.

Président et les partisans d'Armando Guebuza, le nouveau secrétaire du parti et probable candidat à la Présidence en 2004, se sont creusées. Soutenu par des officiers et des anciens combattants très politisés, Guebuza est censé représenter la poigne de fer qui, en cas de victoire du Frelimo, remettra de l'ordre dans le gouvernement et freinera la croissance explosive de la corruption. Après avoir terni la réputation du Frelimo, il est assez peu probable que Nyimpine Chissano bénéficie de la protection de Guebuza.

La Renamo, de son côté, n'a guère exploité le procès et les mises en causes répétées du fils du Chef de l'État. La seule intervention concrète de la Renamo a concerné l'apparition d'Orlando da Graça, député de la Renamo et avocat de Nyimpine Chissano. Ce n'est qu'en avril 2003, en réponse au discours du Président devant l'Assemblée, qu'Afonso Dhlakama, le leader du parti, a évoqué la « passivité des Mozambicains » devant les lacunes encore visibles de cette affaire.

À l'issue du procès, les déséquilibres entre les deux partis ne semblent pas avoir été altérés. Le Frelimo continue à monopoliser les espaces de pouvoir, à maîtriser l'accès aux médias, sur le plan national et international. Mais les tensions internes du parti réapparues lors de l'affaire Cardoso ne devrait pas être sans conséquences lors des élections municipales de novembre 2003 et présidentielles de 2004. Aujourd'hui, il paraît en tout cas évident que ces échéances électorales, un an après le procès, permettront d'analyser plus profondément l'impact du « cas » Cardoso sur la vie politique et sociale du Mozambique.

Octobre 2003

Jordane BERTRAND

École des hautes études en sciences sociales (Paris)

<jordane.bertrand@tvcabo.co.mz>
